

Bruxelles, le 9.12.2020
COM(2020) 797 final

ANNEX 1

ANNEXE

au

**Premier rapport sur l'état d'avancement de la stratégie de l'UE pour l'union de la
sécurité**

État de mise en œuvre de la législation en matière de sécurité

I. Liste des directives et des décisions-cadres pour lesquelles des procédures d'infraction sont en cours

- **Cadre Prüm¹**: procédures d'infraction en cours contre 2 États membres.
- **Décision-cadre relative à l'accréditation des services de police scientifique²**: procédures d'infraction en cours contre 2 États membres.
- **Directive relative à la lutte contre les abus sexuels commis sur des enfants³** (délai de transposition: 18.12.2013). Procédures d'infraction en cours contre 25 États membres.
- **Directive relative aux attaques contre les systèmes d'information⁴** (délai de transposition: 4.9.2015). Procédures d'infraction en cours contre 4 États membres.
- **Directive sur le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime⁵** (délai de transposition: 4.10.2016). Procédures d'infraction en cours contre 3 États membres.
- **Directive sur les abus de marché⁶** (délai de transposition: 3.7.16). Procédures d'infraction en cours contre 4 États membres.
- **4e directive antiblanchiment⁷** (délai de transposition: 16.6.2017). Procédures d'infraction en cours contre 8 États membres.
- **Directive en matière de protection des données dans le domaine répressif⁸** (délai de transposition: 6.5.2018). Procédures d'infraction en cours contre 3 États membres.
- **Directive relative à l'utilisation des données des dossiers passagers⁹** (délai de transposition: 25.5.2018). Procédure d'infraction en cours contre 1 État membre.
- **Directive relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes¹⁰** (directive sur les armes à feu) (délai de transposition: 14.9.2018). Procédures d'infraction en cours contre 25 États membres et le Royaume-Uni.

¹ Décision 2008/615/JAI du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, et décision 2008/616/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

² Décision-cadre 2009/905/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à l'accréditation des prestataires de services de police scientifique menant des activités de laboratoire.

³ Directive 2011/93/UE du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil.

⁴ Directive 2013/40/UE du 12 août 2013 relative aux attaques contre les systèmes d'information et remplaçant la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil.

⁵ Directive 2014/42/UE du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne.

⁶ Directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché).

⁷ Directive (UE) 2015/849 du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 et abrogeant la directive 2005/60/CE et la directive 2006/70/CE de la Commission.

⁸ Directive (UE) 2016/680 du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil.

⁹ Directive (UE) 2016/681 du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière.

- **Paquet législatif sur de nouvelles substances psychoactives**¹¹ (délai de transposition: 23.11.2018). Procédures d'infraction relative à la directive (UE) 2017/2103 en cours contre de 5 États membres, et relative à la directive déléguée (UE) 2019/369 contre 1 État membre.
- **Directive relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal**¹² (délai de transposition: 6.7.2019). Procédures d'infraction en cours contre 3 États membres.
- **5^e directive antiblanchiment**¹³ (délai de transposition: 10.1.2020). Procédures d'infraction en cours contre 16 États membres.
- **Directive d'exécution établissant des spécifications techniques pour le marquage des armes à feu**¹⁴ (délai de transposition: 17.1.2020). Procédures d'infraction en cours contre 18 États membres et le Royaume-Uni.
- **Directive d'exécution établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes d'alarme et de signalisation**¹⁵ (délai de transposition: 17.1.2020). Procédures d'infraction en cours contre 16 États membres et le Royaume-Uni.
- **Décision-cadre 2009/905/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à l'accréditation des prestataires de services de police scientifique menant des activités de laboratoire** (délai de transposition pour les données ADN: 30.11.2013 et pour les données dactyloscopiques: 30.11.2015). Procédures d'infraction en cours contre 2 États membres.
- **Directive concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union**¹⁶ (délai de transposition: 9.5.2018). Procédures d'infraction en cours contre 3 États membres.
- **Directive sur les droits des victimes**¹⁷ (délai de transposition: 16.11.2015). Procédures d'infraction en cours contre 11 États membres.
- **Décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen**¹⁸ (délai de transposition: 31.12.2003). Procédures d'infraction en cours contre 7 États membres.

¹⁰ Directive (UE) 2017/853 du 17 mai 2017 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

¹¹ Directive (UE) 2017/2103 du 15 novembre 2017 modifiant la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil afin d'inclure de nouvelles substances psychoactives dans la définition du terme «drogue» et abrogeant la décision 2005/387/JAI du Conseil; directive déléguée (UE) 2019/369 de la Commission du 13 décembre 2018 modifiant l'annexe de la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil en ce qui concerne l'inclusion de nouvelles substances psychoactives dans la définition du terme «drogue».

¹² Directive (UE) 2017/1371 du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

¹³ Directive (UE) 2018/843 du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE.

¹⁴ Directive d'exécution (UE) 2019/68 du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes à feu et de leurs parties essentielles au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

¹⁵ Directive d'exécution (UE) 2019/69 de la Commission du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes d'alarme et de signalisation au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

¹⁶ Directive (UE) 2016/1148 du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union.

¹⁷ Directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

- **Décision-cadre relative aux peines privatives de liberté**¹⁹ (délai de transposition: 5.12.2011). Procédure d'infraction en cours contre 1 État membre.
- **Décision-cadre relative aux sanctions pécuniaires**²⁰ (délai de transposition: 22.3.2007). Procédure d'infraction en cours contre 1 État membre.
- **Décision-cadre relative aux mesures de contrôle**²¹ (délai de transposition: 1.12.2012). Procédure d'infraction en cours contre 1 État membre.
- **Version révisée de la directive «Services de médias audiovisuels»** (délai de transposition: 19.9.2020). Procédures d'infraction en cours contre 23 États membres.

II. Liste des directives à transposer avant fin 2020 et en 2021

- Directive relative à la **lutte contre le blanchiment de capitaux**²² (délai de transposition: décembre 2020).
- Directive facilitant **l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière**²³ (délai de transposition: 1.8.2021).
- Directive concernant **la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces**²⁴ (délai de transposition: mai 2021).

III. Liste des actes législatifs qui doivent encore être approuvés par les colégislateurs

- **Règlement relatif aux contenus à caractère terroriste en ligne**²⁵: trilogues en cours.
- **Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et Réseau de centres nationaux de coordination**²⁶: trilogues en cours.
- **Système d'information sur les visas (VIS)**²⁷: accord provisoire trouvé le 8 décembre 2020.

¹⁸ Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

¹⁹ Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne.

²⁰ Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

²¹ Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire.

²² Directive (UE) 2018/1673 du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal.

²³ Directive (UE) 2019/1153 du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil.

²⁴ Directive (UE) 2019/713 du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil.

²⁵ Proposition de règlement relatif à la prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne, COM(2018) 640 final, 12 septembre 2018.

²⁶ Proposition de règlement établissant le Centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité et le Réseau de centres nationaux de coordination, COM(2018) 630 final, 12 septembre 2018.

²⁷ Proposition de règlement modifiant le règlement (CE) n° 767/2008, le règlement (CE) n° 810/2009, le règlement (UE) 2017/2226, le règlement (UE) 2016/399, le règlement UE n° XX/2018 [règlement sur

- **Modifications à apporter au règlement relatif au système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS)²⁸** : le Conseil a adopté sa position en mai 2019, dans l'attente de l'adoption de la position du Parlement européen.
- **Règlement relatif à l'accès transfrontière aux preuves électroniques²⁹ et directive relative à des règles harmonisées concernant la désignation de représentants légaux aux fins de la collecte de preuves en matière pénale³⁰** : le Conseil a adopté sa position, dans l'attente de l'adoption de la position du Parlement européen.
- **Règlement provisoire sur les abus sexuels en ligne commis sur des enfants³¹** : le Conseil a adopté sa position, dans l'attente de l'adoption de la position du Parlement européen.
- **Règlement relatif au programme spatial de l'Union³²** : trilogues en cours.
- **Fonds européen de la défense³³** : trilogues en cours.

l'interopérabilité] et la décision 2004/512/CE et abrogeant la décision 2008/633/JAI du Conseil, COM(2018) 302 final, 16 mai 2018.

²⁸ Règlement (UE) 2018/1240 du 12 septembre 2018 portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) n° 1077/2011, (UE) n° 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226; et règlement (UE) 2018/1241 du 12 septembre 2018 modifiant le règlement (UE) 2016/794 aux fins de la création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS).

²⁹ Proposition de règlement relatif aux injonctions européennes de production et de conservation de preuves électroniques en matière pénale, COM(2018) 225 final, 17 avril 2018.

³⁰ Proposition de directive établissant des règles harmonisées concernant la désignation de représentants légaux aux fins de la collecte de preuves en matière pénale, COM(2018) 226, 17 avril 2018.

³¹ Proposition de règlement concernant une dérogation temporaire à certaines dispositions de la directive 2002/58/CE en ce qui concerne l'utilisation de technologies par des fournisseurs de services de communications interpersonnelles non fondés sur la numérotation pour le traitement de données à caractère personnel et d'autres données aux fins de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants en ligne, COM(2020) 568 final, 10 septembre 2020.

³² Proposition de règlement établissant le programme spatial de l'Union et l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, COM(2018) 447 final du 6 juin 2018.

³³ Proposition de règlement établissant le Fonds européen de la défense, COM(2018) 476 final, 13 juin 2018.